



DEMANDE UNIQUE DE SUBVENTION

Règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013

INVESTISSEMENT EN FAVEUR DE LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DE PRODUITS AGRICOLES (TYPE D'OPÉRATION 4.2.1 DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT RURAL DE MAYOTTE)

Cette demande d'aide une fois complétée constitue le dossier unique de demande d'aide pour l'ensemble des financeurs publics potentiels avec l'ensemble des justificatifs joints par vos soins.

Avant de remplir cette demande, lisez attentivement la notice d'information.

Transmettez l'original à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Mayotte (DAAF) et conservez un exemplaire.

Cadre réservé à l'administration

N° de dossier OSIRIS :

Date de réception : / /

INTITULÉ DU PROJET (À REMPLIR PAR LE DEMANDEUR) :

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR

IDENTITÉ DU DEMANDEUR :

STATUT JURIDIQUE :

(Société non agricole ayant pour objet social la transformation ou la commercialisation de produits agricoles, collectivité, groupement de collectivités, établissement public,...)

N° SIRET : (attribué par l'INSEE lors d'une inscription au répertoire national des entreprises)

DÉNOMINATION SOCIALE :

APPELLATION COMMERCIALE (le cas échéant) :

NOM du représentant légal :

NOM d'usage (le cas échéant) :

Prénom :

CIVILITÉ : cochez la case appropriée Madame Monsieur

COORDONNÉES DU DEMANDEUR :

Adresse :

Code postal : Commune :

Village :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mél :

IDENTITÉ DU RESPONSABLE DE PROJET :

Responsable projet différent du responsable légal : Oui Non

Si différent : NOM : Prénom :

Fonction du responsable du projet :

Adresse :

Code postal : Commune :

Village :

Téléphone fixe : Téléphone portable :

Mél :

CARACTÉRISTIQUES DU DEMANDEUR (SUITE)

➤ PRÉSENTATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE (STATUT, MISSIONS, ACTIVITÉS, MOYENS MATÉRIELS...)

➤ MOYENS HUMAINS ET SITUATION FINANCIÈRE :

Effectif salarié (en ETP, à la date de la demande) :

Chiffre d'affaires annuel (consolidé si l'entreprise appartient à un groupe) : €

Ou total du bilan (consolidé si l'entreprise appartient à un groupe) : €

Capacité d'investissement :

➤ ARTICULATION AVEC UN AUTRE TYPE D'OPÉRATION DU PDRM 2014-2020 :

Votre structure a déposé une demande d'aide au titre d'un autre type d'opération du PDR 2014-2020 ?

Oui

Non

Si oui, précisez lequel :

Le cas échéant, précisez le lien avec le projet qui fait l'objet de la présente demande d'aide :

CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE

➤ LOCALISATION DE L'OPÉRATION :

Identique à la localisation du demandeur

Identique à la localisation du responsable du projet

Si différente :

Adresse :

Code postal : Commune

Village :

➤ DESCRIPTION DU PROJET :

Descriptif succinct du projet (présentation synthétique de l'opération, objectifs) :

L'opération s'inscrit dans un projet de type :

Dans le cas d'un PGE ou PDPE, précisez le n° :

Votre projet s'inscrit-il dans un plan d'entreprise (pour les demandes d'aide supérieures à 20 000 €) ?

oui non

Sinon, veuillez joindre un document annexe contenant le descriptif technique du projet, une comptabilité et un budget prévisionnels ainsi qu'un plan de trésorerie.

Les opérations en lien avec votre projet bénéficient-elles d'un soutien dans le cadre du Partenariat Européen d'Information (PEI) - Réseau d'innovation et de transfert agricole (RITA) ?

oui non

CARACTÉRISTIQUES DE LA DEMANDE (SUITE)

➤ INDICATEURS DE RÉALISATION :

Indicateurs de réalisation	Prévision
Augmentation des volumes transformés	+ <input type="text"/> %, + <input type="text"/> tonnes
Augmentation des volumes commercialisés	+ <input type="text"/> %, + <input type="text"/> tonnes
Nombre d'emplois créés	<input type="text"/>
Autres indicateurs proposés par le maître d'ouvrage	
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>

➤ MARCHES PUBLICS :

Êtes vous soumis à la commande publique ? Oui Non

L'opération qui fait l'objet de cette présente demande de subvention est elle soumise à la commande publique ?

Oui Non

➤ Si vous avez répondu « Oui » à l'une des deux questions ci-dessus, veuillez remplir le formulaire annexe « Respect des règles de la commande publique pour les bénéficiaires soumis au CMP »

DÉPENSES PRÉVISIONNELLES

Veillez indiquer l'ensemble des dépenses éligibles de votre projet dans la feuille de calcul ANX_DEM. Les postes de dépenses éligibles sont précisés dans la notice d'information.

COÛT TOTAL DU PROJET	<input type="text"/>	€ (HT)
-----------------------------	----------------------	--------

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL DU PROJET

Financiers sollicités	Montant (€)
Union Européenne (FEADER)	<input type="text"/>
État (précisez) <input type="text"/>	<input type="text"/>
Conseil Général	<input type="text"/>
Autre (précisez) <input type="text"/>	<input type="text"/>
Autofinancement d'un maître d'ouvrage public appelant une contrepartie FEADER (précisez) <input type="text"/>	<input type="text"/>
Autre part publique du maître d'ouvrage	<input type="text"/>
Montant des aides attendues hors dispositif ⁽¹⁾	<input type="text"/>
Sous-total financeurs publics	<input type="text"/>
Emprunt ⁽²⁾	<input type="text"/>
Apport personnel	<input type="text"/>
Sous-total d'auto-financement	<input type="text"/>
TOTAL général = Coût total du projet	<input type="text"/>

(1) Veuillez indiquer l'origine des aides hors dispositif (défiscalisation...) :

(2) Si oui, le prêt vous a-t-il été accordé par l'établissement bancaire ? oui non

ENGAGEMENTS

Le porteur de projet demande à bénéficier des aides à l'investissement en faveur de la transformation et la commercialisation de produits agricoles.

Je soussigné (nom et prénom du représentant légal) :

certifie avoir pouvoir pour représenter la structure porteuse, maître d'ouvrage dans le cadre de la présente formalité.

J'atteste sur l'honneur :

- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes,
- que la structure n'a pas sollicité une aide autre que celles indiquées sur cette demande sur le même projet et les mêmes investissements,
- avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment des points de contrôle,
- que la structure est à jour de ses obligations fiscales ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- que la structure est à jour de ses obligations sociales ou bénéficier d'un accord d'échelonnement,
- avoir pris connaissance que cette demande d'aide sera sélectionnée par grille de notation et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à cette mesure,
- que la structure respecte les normes minimales attachées à ce projet (vous reporter à la notice d'information),
- que la structure n'a fait l'objet d'aucun procès-verbal dressé dans l'année civile qui précède la date de dépôt de cette demande au titre des points de contrôle des normes minimales attachés à l'investissement aidé.
- que la structure dispose de la maîtrise foncière du terrain support de l'opération et, le cas échéant avoir obtenu de la part du propriétaire du terrain sur lequel la ou les implantations sont projetées, l'autorisation de réaliser ces aménagements,

Le cas échéant :

- que l'opération est conforme à la réglementation et notamment celle relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), et a dûment fait l'objet, selon le cas, d'une déclaration en préfecture, ou d'une décision d'autorisation d'exploiter délivrée par la préfecture,

Le maître d'ouvrage s'engage, sous réserve de l'attribution de l'aide :

- à respecter les règles en vigueur en matière d'éligibilité temporelle des dépenses ;
- à informer la DAAF de toute modification de la raison sociale de la structure, du projet ou de ses engagements ;
- à respecter ses obligations en matière d'information et de publicité relatives au soutien octroyé par les Fonds européens ;
- à ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre de ce projet respecte les normes en vigueur ;
- à maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les constructions et les équipements ayant bénéficié des aides correspondant pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la décision d'octroi de la subvention; à ne pas revendre le matériel subventionné pendant cette même durée ;
- à inclure dans les process de transformation de produits agricoles un minimum de 50% en volume de matière première locale pendant la durée de maintien des investissements
- à rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de cinq ans à compter de la date de la décision d'octroi de la subvention ;
- à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- à fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés ;
- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet ».
- à fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés ;

- à détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- à ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet ».

Je suis informé(e) que :

- en cas d'irrégularité ou de non-respect de ces engagements, le maître d'ouvrage devra rembourser les sommes perçues, majorées d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur ;

- l'ensemble des informations recueillies dans le présent formulaire fait l'objet d'un traitement informatique destiné à la gestion de mon (notre) dossier de demande d'aide. Les destinataires des données sont l'Agence de Services et de Paiement (ASP), le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt, la Préfecture de Mayotte et le Conseil Général.

- conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union.

- conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant. Si je souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations me concernant, je peux m'adresser à la DAAF 15, rue Mariazé BP 103 97600 Mamoudzou.

LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces à fournir par tous les demandeurs	Pièce jointe	Pièce déjà fournie	Sans objet
Pour tous les demandeurs			
Formulaire de demande d'aide complété et signé	<input type="checkbox"/>		
Annexe(s) formulaire de demande d'aide complétée(s)	<input type="checkbox"/>		
Identité			
Certificat d'immatriculation indiquant le n°SIRET	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
K-bis et exemplaires des statuts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièce d'identité en cours de validité, du représentant légal de la structure	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Mandat, pouvoir ou délégation	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatif de domicile	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Si présence de salarié(s) :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Copie des contrats de travail ou des fiches de poste ou des lettres de mission	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Etat des emplois de l'entreprise et registre unique du personnel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Projet technique			
Pour une demande d'aide supérieure à 20 000 € :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Plan d'Entreprise ou équivalent	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Documents attestant de la localisation géographique du projet (RPG ou carte 25 ou 50 millième, photos aériennes, plans cadastraux)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Justificatifs prouvant l'utilisation d'une majorité de produits locaux (process de transformation, contrat d'approvisionnement auprès de producteur, ...)	<input type="checkbox"/>		
Si projet soumis à étude d'impact :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Rapport ou étude appropriée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Seulement si nécessaire :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Permis de construire ou déclaration de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Déclaration ou autorisation au titre de la Loi sur l'eau	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Autorisation de défrichement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Bons de livraison de produits locaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Éléments financiers			
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
SI projet en partie autofinancé :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Attestation d'une capacité d'autofinancement suffisante	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
SI projet en partie financé par un prêt bancaire :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Accord ou pré-accord bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si personne publique ou assimilée :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Délibération ou PV validant opération et son pf	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Formulaire de respect des règles commande publique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si demandeurs de droit privé :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Garantie prouvant la capacité à préfinancer les opérations (ou délibération faisant foi dans le cas d'organisme reconnu de droit public)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
En cas d'obtention de subventions d'autres financeurs sans utilisation du présent formulaire :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
- Justificatifs cofinancement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Relevé d'identité bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
<i>Le cas échéant la DAAF pourra demander des pièces complémentaires jugées nécessaires à l'instruction du projet</i>			

Attention :

- Les devis signés valent comme dépenses engagées. Ils doivent être postérieurs au dépôt de votre demande d'aide pour être admissibles.

- Vous n'avez pas à produire les pièces qui sont déjà en possession de la DAAF à condition que vous ayez déjà autorisé explicitement l'administration à transmettre ces justificatifs à d'autres structures publiques, dans le cadre de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide vous concernant. Par exemple :

➤ Pour l'extrait K-bis : il n'est pas à fournir si vous l'avez déjà remis à la DAAF de Mayotte après la dernière modification statutaire intervenue. Dans ce cas, merci d'indiquer ici la date d'effet de la dernière modification

statutaire / / . Dans le cas contraire, un K-bis original doit être fourni.

➤ Pour l'IBAN : il n'est pas à produire si le compte bancaire est déjà connu de la DAAF de Mayotte. Dans le cas contraire (compte inconnu ou nouveau compte), vous devez fournir l'IBAN du compte sur lequel l'aide doit être versée (une copie de l'IBAN lisible, non raturée, non surchargée est acceptée).

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise (nous autorisons) l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

je n'autorise pas (nous n'autorisons pas). Dans ce cas, je suis informé (nous sommes informés) qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide.

Fait à ,

le / /

Signature(s), qualité (s) et états(s) civil(s) du demandeur ou du représentant légal (*visé en page 1*)

Cachet du demandeur (pour les groupements d'agriculteurs)